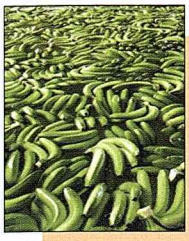


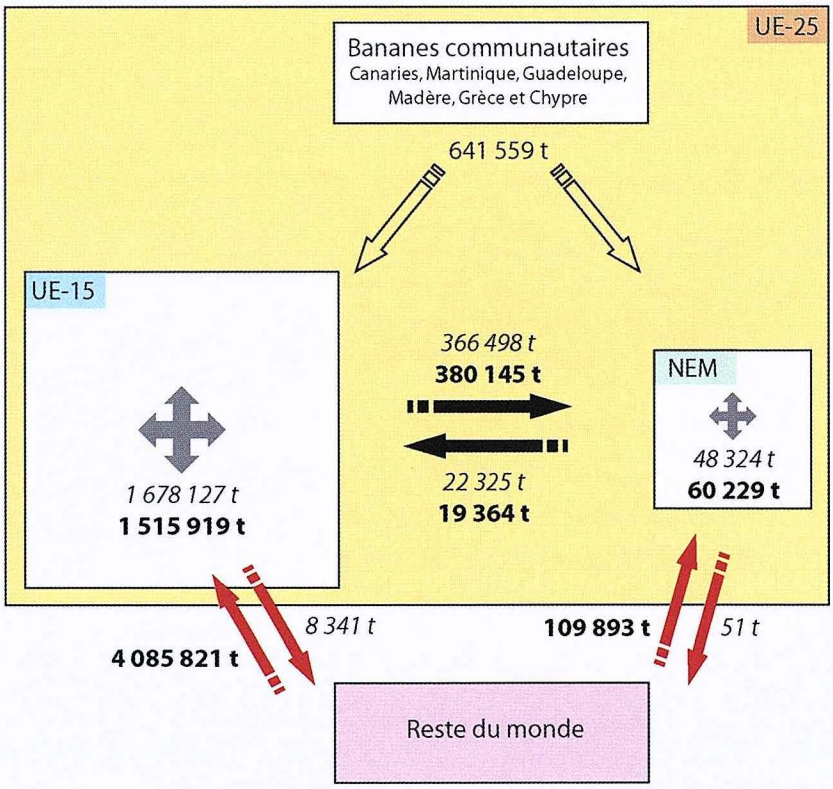
La banane en Europe

A tous les esprits chagrins...

Le bilan d'approvisionnement du marché de l'UE pour 2006 fera réfléchir les esprits chagrins qui pensaient que la consommation de banane avait atteint un plafond et que rien ne pouvait faire bouger les choses. A en croire les statistiques fournies par Eurostat, l'UE-25 a consommé 460 000 tonnes de banane de plus qu'en 2005. En 2006, ce sont plus de 4.8 millions de tonnes qui ont été englouties par les 450 millions d'habitants de l'UE, contre un peu moins de 4.4 millions en 2005. Cette croissance (+ 11 %), aussi extraordinaire qu'inattendue, porte la consommation par habitant à 10.6 kg/an. C'est précisément 1 kg de plus qu'en 2005. A nombre d'Etats membres constant, l'UE n'a jamais connu une poussée aussi forte. C'est d'autant plus étonnant que la tendance va à l'encontre de celle constatée sur les autres marchés des fruits frais où, au mieux, la consommation se stabilise.

Deux explications permettent de justifier cette très forte poussée. La première tient beaucoup à l'effet de rattrapage. En effet, la politique européenne d'approvisionnement mise en place lors de l'adhésion des NEM

Banane - Approvisionnement de l'UE à 25 - Année 2006



Légende

- Importations, exportations et réexportations
- Approvisionnement en bananes communautaires
- Echange entre l'UE-15 et les NEM
- Echanges intra-UE entre les 15 ou entre NEM

22 325 t | Italique : données à partir des exportations de l'UE
19 364 t | Gras : données à partir des importations de l'UE

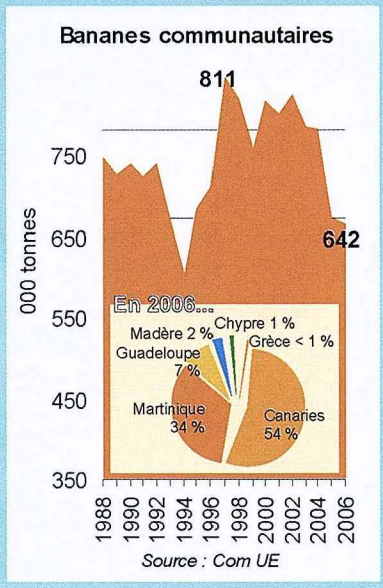
Source : Eurostat, Cirad

La production de l'UE

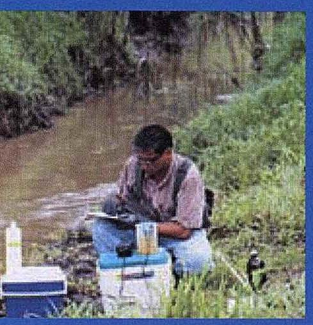
Le rebond attendu de la production communautaire n'aura donc pas eu lieu en 2006. C'est la quatrième baisse consécutive de la production européenne. Elle dépasse à peine 640 000 tonnes. On est loin du record absolu de 1997 à 810 537 tonnes.

Les Canaries, premier producteur européen, Madère, la Grèce et Chypre stabilisent voire améliorent leur production. A l'inverse, la Martinique et surtout la Guadeloupe réduisent leur offre. Cette dernière atteint un nouveau plancher historique de 48 000 tonnes. La part de marché de la production européenne baisse à 13.3 %, en retrait de 1.5 % par rapport à 2005.

L'APEB, qui réunit les producteurs européens de banane, vient de rappeler ses objectifs pour les années qui viennent : « limiter notre production à ce qu'elle est aujourd'hui, développer une forte politique qualitative et environnementale et assurer à nos consommateurs européens la plus grande transparence et la plus grande fiabilité en matière d'hygiène alimentaire et de traçabilité de notre production » (***Trait d'Union*** n°171). Cette stratégie est facilitée par la réforme du système de soutien aux producteurs européens, qui a été négociée en 2006 et est entrée en vigueur au 1er janvier 2007.



Exigez plus de vos bananes avec Chiquita



- **Une marque de Qualité**

Chiquita vous garantit une qualité constante et tracée de la plantation jusqu'au point de vente (BBP, Eurep Gap, SA8000).

- **Responsabilité sociétale**

Chiquita est la première entreprise bananière à s'être associée au "Better Banana Project".
Nos 10 années d'effort ont porté leurs fruits et nous avons été récompensés pour nos résultats en protection de l'environnement et améliorations sociales par la profession et des ONG reconnues.
Vous trouverez tous les détails dans notre Rapport Annuel.

- **Service**

Nos 4 équipes (Caen, Lyon, Rennes et Rungis) sont à votre disposition pour optimiser vos ventes et répondre aux besoins de consommateurs toujours plus exigeants. (mûrissage, présentation, manipulation du produit, animations)

- **Gamme**

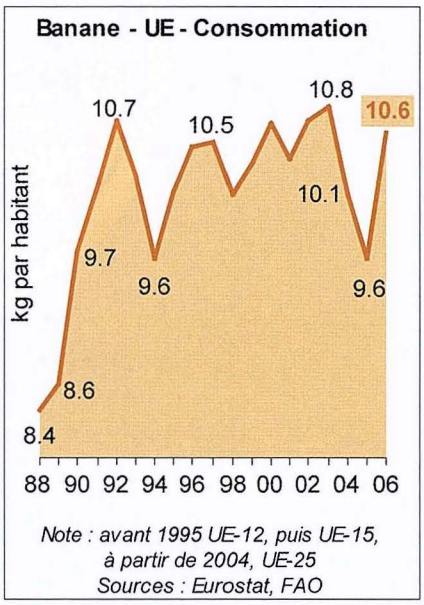
La gamme Chiquita s'étend aussi aux autres fruits frais (ananas sweet, kiwis, etc), aux Jus de Fruits, Smoothies et Fruit Snacks.

Pour plus d'informations contactez
votre Chiquita Team au :
Tél : 01 56 30 83 10
Fax: 01 56 30 83 41
www.chiquita.fr

en 2004 avait contraint et réduit les volumes importés sur le marché au travers de contingents que tous, après coup, avaient qualifié d'un peu étriqués par rapport à la consommation des nouveaux entrants. En 2005, on avait en effet constaté une baisse de 240 000 tonnes de l'approvisionnement total. La deuxième raison tient au changement règlementaire majeur de l'OCM banane intervenu en 2006. Au 1er janvier 2006, le vieux système contingentaire a été supprimé et remplacé par un système uniquement tarifaire. Les importations des pays tiers hors ACP ne sont plus encadrées par des quotas, mais soumises au paiement d'un droit de douane de 176 euros/tonne. Les origines ACP doivent, quant à elles, jongler entre d'une part un contingent à droits nuls (775 000 tonnes), sous-dimensionné et géré via un système bimestriel de délivrance de certification d'importation, et d'autre part le régime commun (droit de douane de 176 euros/tonne). Cette libéralisation du marché européen a rapidement conduit la quasi-totalité des origines à augmenter leurs apports. Ces deux effets « rattrapage » et « libéralisation » se sont ajoutés à une augmentation des disponibilités mondiales, suite au retour en pleine production du Costa Rica, de certains ACP Caraïbes (Jamaïque et Ste Lucie) et de la Côte d'Ivoire. La République dominicaine, le Surinam, le Ghana, le Brésil et le Pérou ont aussi largement participé à la croissance sans précédent des importations.

Promesse tenue

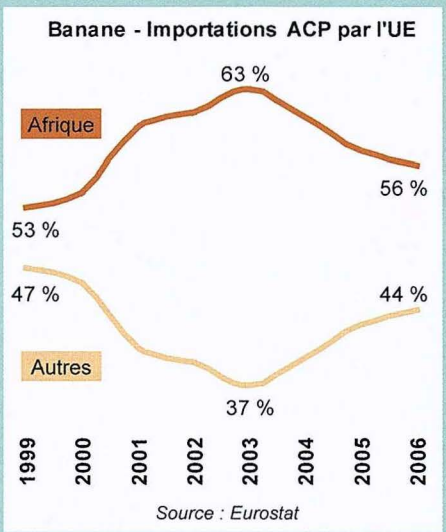
Comme nous l'avons déjà constaté (***FruiTrop*** n°143 pages 2 et 3), l'année 2006 a permis de vérifier le respect du dogme édicté par l'OMC : le régime uniquement tarifaire a « pour effet au moins de maintenir l'accès total aux marchés pour les fournisseurs de banane NPF ». Sur le plan des



Les productions ACP

Pour la première fois de son histoire, le groupe des origines ACP a commercialisé sur le marché de l'UE plus de 900 000 t de banane. Il améliore sa part de marché de 1.2 % pour la hisser à 18.7 %, grâce à des apports en progression de 140 000 t. Les ACP ont dépassé de 131 000 t leur contingent à droits nuls, ce qui a eu pour effet d'entamer leur compétitivité en les obligeant à payer le droit plein de 176 euros/tonne.

Les ACP Caraïbes confirment leur redressement, à la faveur certes d'un retour en production de la Jamaïque et de Sainte Lucie, mais surtout grâce à un développement toujours aussi fort de la part de la République dominicaine, qui assoit sa position de leader mondial sur le marché du bio et de l'équitable, et aux résultats de la relance de l'activité banane d'exportation au Surinam. Dans le groupe des ACP, la part des Caraïbes remonte à



44 % en 2006. L'Afrique n'a pourtant pas démérité. Le Cameroun maintient son offre à un niveau identique à celui des deux dernières années, mais en retrait par rapport à 2003, année faste. Dans des conditions politiques difficiles, la Côte d'Ivoire se permet de battre un record avec 228 000 tonnes. Nouveau venu, le Ghana est déjà à plus de 24 000 t exportées.

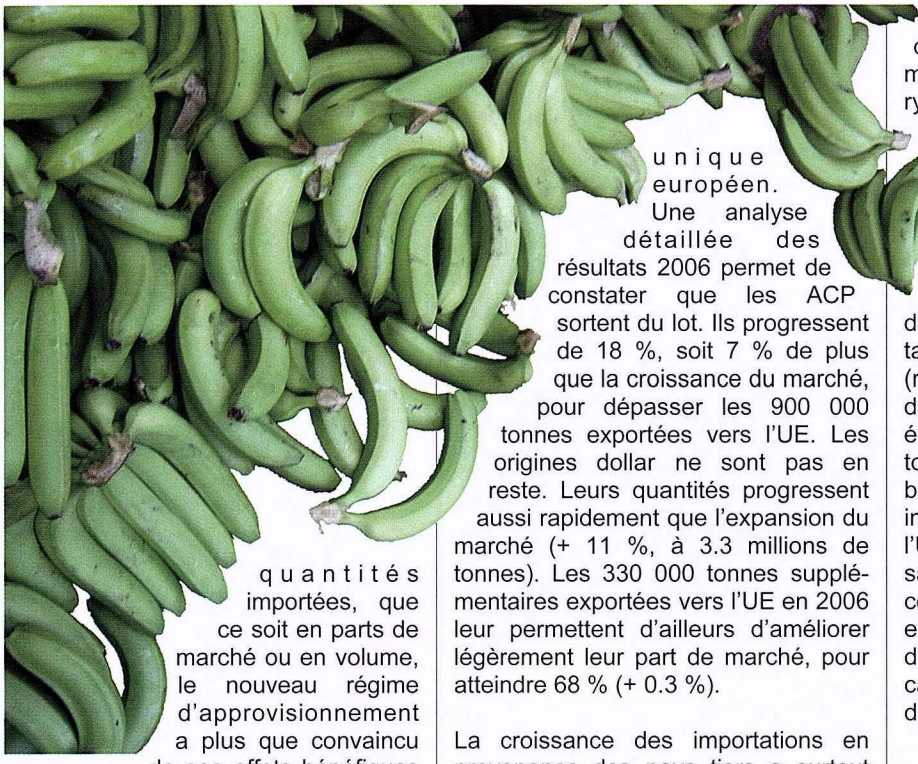
Le groupe ACP fait l'objet de toutes les attentions. Il est pour les origines latino-américaines, et notamment l'Equateur, la victime expiatoire parfaite qui permet de montrer combien le système européen est stimulant pour les ACP. Mais il reste à prouver, ce qui apparaît comme un détail aux yeux de l'Equateur, que c'est sur le dos des origines dollar que la croissance des ACP se construit…

The largest sustainable banana producers in Ecuador.

Farms certified by Rainforest Alliance ™

EUREPGAP®

Phone: +5934 2 208670 • Fax: +5934 2 208660 / 61
e-mail: comercial@favoritafruitcompany.com
www.favoritafruitcompany.com



quantités importées, que ce soit en parts de marché ou en volume, le nouveau régime d'approvisionnement a plus que convaincu de ses effets bénéfiques pour les pays tiers, y compris les ACP. Cette catégorie d'acteurs n'a jamais détenu une aussi grande part de marché en Europe, soit 87 % ! La production communautaire fait entièrement les frais de cette poussée des importations, avec un taux de présence de 13 % seulement. C'est près de 5 % de moins qu'en 1993, date de l'entrée en vigueur du marché unique européen. Une analyse détaillée des résultats 2006 permet de constater que les ACP sortent du lot. Ils progressent de 18 %, soit 7 % de plus que la croissance du marché, pour dépasser les 900 000 tonnes exportées vers l'UE. Les origines dollar ne sont pas en reste. Leurs quantités progressent aussi rapidement que l'expansion du marché (+ 11 %, à 3.3 millions de tonnes). Les 330 000 tonnes supplémentaires exportées vers l'UE en 2006 leur permettent d'ailleurs d'améliorer légèrement leur part de marché, pour atteindre 68 % (+ 0.3 %).

La croissance des importations en provenance des pays tiers a surtout été marquée à partir du mois de mai. Pour les quatre premiers mois de l'année, on a assisté à une valse hésitation qui s'est soldée par une croissance d'à peine 50 000 tonnes. A partir de mai et ceci jusqu'à la fin de l'année, ce sont 50 000 tonnes supplémentaires en moyenne chaque mois qui ont trouvé preneur. Seul l'Equateur déchargeait de moins en moins dans l'UE au fur et à mesure que passaient les mois. Les mises en marché ACP ont été cadencées au rythme des délivrances bimestrielles des certificats d'importation. En effet, les opérateurs de banane ACP ont dû là aussi jongler entre trois types de systèmes : être le premier arrivé pour être le premier servi (PAPS) à concurrence de 105 000 tonnes par bimestre, utiliser des certificats gagnés au titre d'importations réalisées les années passées (références historiques) et, quand les deux précédents systèmes étaient épuisés, payer le droit de 176 euros/tonne. La gestion du PAPS étant bimestrielle, les opérateurs ont eu tout intérêt à concentrer leurs envois vers l'UE pendant les premières semaines, sachant que les quantités allouées à ce PAPS seraient vite épuisées. Par exemple, les exportations de la Côte d'Ivoire ou de la République dominicaine ont souvent été opérées en début de bimestre.

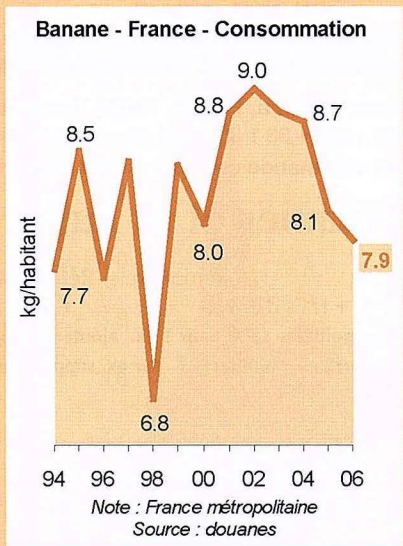
Toujours plus d'incertitude

FruiTrop, dans son numéro de février dernier (n° 142 pages 6 à 9), s'est largement fait l'écho de l'impact de l'augmentation de ces volumes sur la valorisation du marché bananier européen. La volatilité du marché a considérablement augmenté. Sa destructuration, que d'autres appellent libéralisation, a des effets dévastateurs. Les mises en marché opportunistes et brouillonnes du Guatemala à partir du mois d'avril sont un bon exemple de la déstabilisation qui menace désormais constamment le marché européen. C'est devenu un marché imprévisible où d'une part les opérateurs peuvent avoir des comportements irrationnels et moutonniers et où, d'autre part, les grandes chaînes de distribution retrouvent tout leur poids dans la négociation.

Pendant longtemps, le marché européen a été très dépendant des réformes de l'OCMB. Les opérateurs devaient gérer l'incertitude réglementaire générée par les plaintes à répétition auprès de l'OMC et les incessantes négociations multilatérales. Ils doivent désormais gérer l'incertitude commerciale qui semble être plus dangereuse pour les comptes de vente de chacun. Car, si dans le premier cas la valeur ajoutée du produit avait été relativement protégée, on peut craindre qu'il n'en soit plus ainsi. La destruction de valeur, voire la paupérisation de la filière,

Le marché français

La consommation française s'est écartée de la tendance européenne. En 2006, elle est restée stable à 8 kg par habitant, alors qu'en 2002, elle atteignait environ 9 kg. Le marché est de l'ordre de 487 000 tonnes. C'est 40 000 tonnes de moins qu'en 2004 et quasiment le même volume qu'en 2005. La stabilité par rapport à 2005 cache d'importants changements dans la structure d'approvisionnement du marché. Notamment, la pression des ACP est plus forte : 44 % de parts de marché contre 36 % en 2005. Contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer, la pression de la banane dollar, y compris les volumes introduits via un des Etats membres, est redescendue d'un cran. Sa part de marché revient à 18 %, après un pic à 24 % en 2005. La France confirme sa place de plateforme de réexpédition en Europe. Une banane sur quatre, soit quelque 160 000 tonnes, prend le chemin d'autres Etats membres. C'est beaucoup, mais tout de même assez loin des 196 000 t de 2004.



éditions Quæ

Le bananier et sa culture

Avec plus de 100 millions de tonnes vendues en 2003, la banane dessert occupe le premier rang de la production fruitière. Cependant, la production de banane destinée au marché international est sujette à diverses critiques concernant son impact environnemental et social. Il est donc opportun de proposer des modes de gestion technique et agronomique qui répondent aux préoccupations des professionnels de la filière de la banane pour l'exportation.

L'auteur s'appuie sur sa connaissance du terrain et ses travaux de recherche agronomiques pour aborder les différentes composantes techniques d'une culture durable de la banane.

Après un rappel des connaissances sur la plante, les contraintes parasitaires et l'évolution économique récente de ce produit, il présente les concepts de culture raisonnée et de banane biologique. En tenant compte des évolutions récentes tant dans les domaines phytosanitaires et agronomiques que dans ceux de la fertilisation et de l'irrigation, il développe ensuite tous les aspects de la production : les conditions de mise en culture pour réduire les intrants et donc la pollution ; les pratiques optimales pour obtenir une productivité satisfaisante ; les opérations de conditionnement nécessaires pour garantir la qualité des fruits ; les techniques d'aide à la décision pour raisonner les pratiques culturales.

L'auteur

André Lassoudière, ingénieur au Cirad depuis 1967, s'est investi en tant que chercheur au sein de la filière de la production de banane, mais aussi en tant qu'expert auprès des planteurs et organismes professionnels de ce secteur. Outre ses longs séjours en Côte d'Ivoire, au Cameroun et aux Antilles françaises, il a réalisé de nombreuses missions d'expertise dans le monde.

Le sommaire

Préambule

Remerciements

Partie I. Connaissance du bananier

Partie II. Systèmes de culture

Partie III. Parasites et ravageurs

Partie IV. Culture du bananier

Partie V. Soins aux fruits et récolte

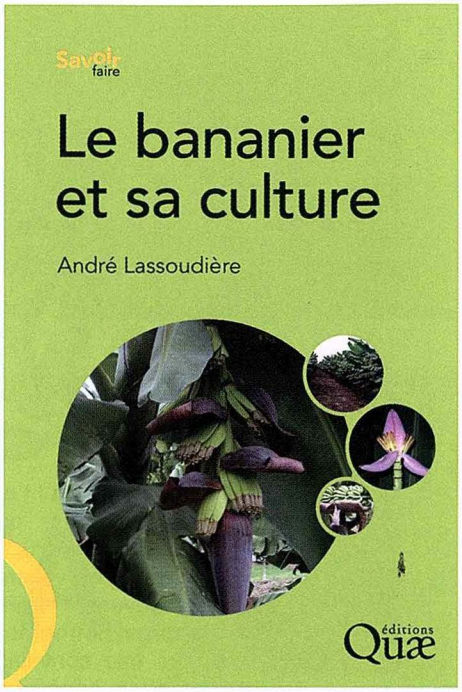
Partie VI. La gestion technique de l'exploitation

Conclusion. Les systèmes de culture durables de la banane

Bibliographie

Glossaire

Abréviations et sigles



- Éditions Quæ
- 2007, 384 pages
- Format : 16 x 24 cm
- Collection : Savoir-faire
- ISBN : 978-2-7592-0046-7
- Réf : 02045
- **Prix TTC : 34 €**

A retourner à **Éditions Quæ,** c/o Inra, RD 10, 78026 Versailles Cedex, France

Tél. + 33 1 30 83 34 06 • Fax + 33 1 30 83 34 49 • serviceclients@quae.fr

Catalogue et commande en ligne : www.quae.com

Le bananier et sa culture

Je commande ····· exemplaire(s) **Réf. 02045**

34 € + Frais d'envoi* = ····· **€**

***Frais d'envoi pour la France métropolitaine : 5 € pour 1 ex., ajouter 1 € par ex. supplémentaire.**

Allemagne, Benelux, Espagne, Italie, Royaume-Uni : 10 € pour 1 ex., ajouter 1 € par ex. supplémentaire - Dom-Tom et autres pays : nous consulter

Nom : .....

Société : .....

N° TVA UE : .....

Adresse société : .....

.....

.....

Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Email : ..... @ .....

(pour abonnement gratuit à notre *Newsletter*)

❒ Demande de facture proforma

❒ Règlement par chèque sur une banque française à l'ordre de Éditions Quæ

❒ Règlement par virement bancaire au Crédit Agricole (Ile-de-France) - St Cyr-l'École

| 18206 | 00033 | 29681014001 | 23 | BIC : AGRIFRPP882

❒ Règlement par carte bancaire portant le sigle CB (Visa, Eurocard, Mastercard)

Date d'expiration :

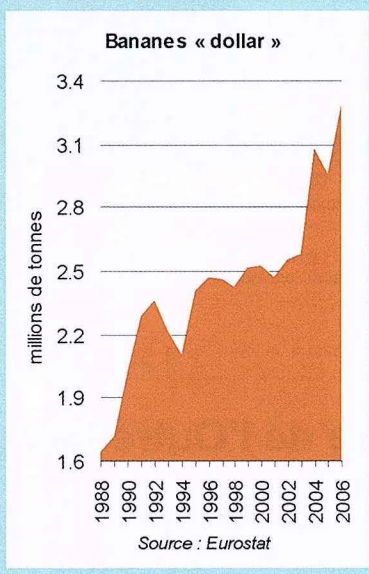
Indiquez votre N° de contrôle :

Le numéro de contrôle présent au dos de votre carte permet d'accroître la sécurité de votre transaction en ligne. Veuillez indiquer les 3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de votre carte bancaire.

Date et signature :

Les origines dollar

Le Costa Rica est, sans ambiguïté, le grand gagnant de cette année 2006. Avec près de 825 000 t mises en marché (+ 32 %), il retrouve ses plus hauts niveaux de 2004, atteints juste avant les catastrophes climatiques qui avaient durement touché cette zone de production. Alors que certaines origines, comme la Colombie ou l'Equateur, ont pratiqué l'arbitrage entre marchés américain et européen, le Costa Rica a joué gagnant sur les deux tableaux (+ 13 % aux Etats-Unis). La Colombie augmente de près de 60 000 t ses exportations vers l'UE, mais perd 40 000 t sur les Etats-Unis. L'Equateur, qui s'estime lésé en Europe (- 40 000 t) fait 90 000 t

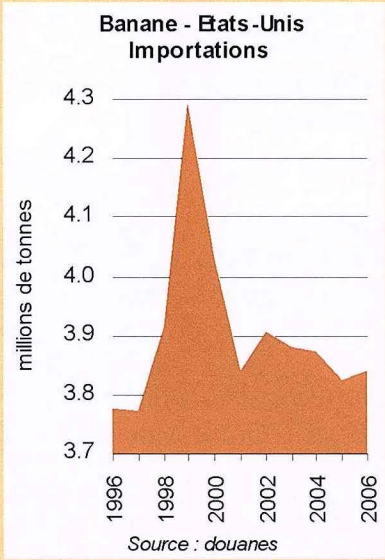


de plus aux Etats-Unis. Le Panama progresse et continue à diriger tous ses volumes vers l'Europe. Le Guatemala, pour des raisons d'opportunisme commercial, a placé en milieu d'année d'importantes quantités en Europe, mais reste axé très majoritairement sur les Etats-Unis. Le Honduras continue sa lente descente et le Venezuela réduit légèrement ses apports et reste focalisé sur l'Europe. Deux origines, pour des raisons différentes, émergent. Il s'agit du Brésil et du Pérou. Le premier approche tranquillement des 100 000 t mises en marché en Europe. C'est désormais le cinquième fournisseur hors ACP. Son développement s'appuie sur des projets de grandes entreprises transnationales. Le Pérou continue, quant à lui, à s'investir dans les segments biologique et commerce équitable, un peu à l'image de la République dominicaine pour les ACP.

guette. Les origines les plus vulnérables tentent de mettre en place des stratégies alternatives. Les ACP Caraïbes, s'appuyant sur quelques distributeurs anglais, se tournent vers le commerce équitable et les producteurs communautaires défendent leur place sur leur marché national en maîtrisant la mise en marché et en communiquant largement sur leurs atouts.

Alors, quel est le grand gagnant de cette année 2006 ? Le consommateur sans doute un peu, les distributeurs sans aucun doute et les budgets communautaires et des Etats membres assurément. Les recettes issues des droits de douane se sont élevées en 2006 à plus de 600 millions d'euros, soit près de 400 millions de plus qu'en 2005 ! De quoi mettre en place de beaux projets de développement dans les zones bananières ■

Denis Loeillet, Cirad
denis.loeillet@cirad.fr



Le marché des Etats-Unis

Le marché américain affiche de très bonnes performances en 2006. Les quantités importées sont en effet restées stables. Il peut paraître paradoxal de se réjouir d'un tel type d'évolution. La satisfaction est pourtant bien présente. Les volumes consommés aux Etats-Unis reculent depuis le début des années 2000. Les politiques de soutien à la consommation, notamment grâce à l'IBA (International Banana Association), n'y ont rien fait. Les régimes de type Atkins ont, pendant des années, laminé l'image nutritionnelle de la banane. L'année 2006 sera-t-elle celle du renversement de tendance ? On peut y croire au vu des premiers résultats de 2007 qui confirment et amplifient la bonne évolution. En effet, sur les deux premiers mois de l'année, les importations sont en hausse nette de 6.4 %. La consommation est de l'ordre de 11.5 kg par habitant, ce qui place les Etats-Unis dans le peloton de tête des pays développés. En 2006, l'Equateur (+ 90 000 t) est resté le principal fournisseur, juste devant le Costa Rica qui a fortement renforcé ses positions (+ 105 000 t). A l'inverse, le Guatemala (- 116 000 t) s'est effondré, préférant, pour un temps, débarquer quelques quantités en Europe. La Colombie et le Honduras reculent de 30 000 à 40 000 tonnes chacun.

Banane — Union européenne à 25 — Evaluation de l'approvisionnement — En tonnes

Année	Type ou origine des bananes			Sous-total	Exports	Approvisionnement net
	Communautaires	ACP	Autres ($)			
1988	719 270	514 061	1 644 100	2 877 431	17 265	**2 860 166**
1989	698 925	544 441	1 716 175	2 959 541	13 415	**2 946 126**
1990	710 635	621 875	2 024 248	3 356 758	36 219	**3 320 539**
1991	695 402	596 416	2 286 019	3 577 837	53 468	**3 524 369**
1992	711 191	680 191	2 365 883	3 757 265	39 689	**3 717 576**
1993	646 242	748 120	2 219 721	3 614 083	36 138	**3 577 945**
1994	584 622	726 927	2 102 303	3 413 852	58 044	**3 355 808**
1995	658 206	763 966	2 405 180	3 827 352	43 082	**3 784 270**
1996	684 605	800 074	2 471 263	3 955 942	30 598	**3 925 344**
1997	810 537	693 054	2 464 412	3 968 003	16 571	**3 951 432**
1998	786 232	615 596	2 426 419	3 828 247	26 448	**3 801 799**
1999	729 303	675 993	2 522 455	3 927 751	27 359	**3 900 392**
2000	782 176	756 808	2 528 170	4 067 154	35 327	**4 031 827**
2001	767 268	728 776	2 474 665	3 970 709	34 284	**3 936 425**
2002	790 622	726 452	2 554 508	4 071 582	8 011	**4 063 571**
2003	754 216	786 798	2 578 827	4 119 841	6 020	**4 113 821**
2004	750 910	782 598	3 073 764	4 607 272	11 029	**4 596 243**
2005	648 395	764 357	2 959 464	4 372 216	4 970	**4 367 246**
2006	**641 559**	**905 692**	**3 290 022**	**4 837 273**	**8 392**	**4 828 881**
	(1)		(2)		(3)	

(1) De 1988 à 1993 inclus : Eurostat + données Commission européenne pour Madère et la Grèce. A partir de 1994 : données aide compensatoire.
(2) Données Eurostat : toutes importations hors banane communautaire et ACP.
(3) Bananes dédouanées (mises en libre pratique) dans un des États membres de l'UE-25 puis exportées hors UE-25.
Note générale : Avant 1994 : bananes dessert + plantains / A partir de 1994 : bananes dessert. Avant 1995 : UE-12 / De 1995 à 2003 : UE-15 / A partir de 2004 : UE-25. Pour les bananes ACP et dollar et pour les réexportations, l'étude porte sur les données d'importations extra-communautaires. Dans le but d'obtenir des résultats comparables, les règles de fonctionnement de l'OCM banane (version de 1993) ont été appliquées aux données à partir de 1988.
Parution des résultats dans le supplément d'*Info Banane* de 2007 édité par le Cirad pour l'Odeadom.
Source : Eurostat, Commission européenne / Traitement : Observatoire des marchés du Cirad

ODEADOM

Au service de l'agriculture de l'Outre-Mer français depuis plus de 20 ans

Soutient la modernisation, la diversification et le développement de la production agricole et agro-alimentaire des 4 départements et de 2 collectivités d'Outre-Mer,

Favorise l'organisation de la production, de la commercialisation et de la transformation des produits issus de l'agriculture au plan local et national,

Gère et paie les aides nationales et européennes attribuées aux filières agricoles d'Outre-Mer,

Contribue, par son expertise, à la prise de décisions stratégiques sur l'avenir de ces filières,

Constitue un lieu de concertation indispensable entre les professionnels et l'administration.

Un Monde de Savoir-Faire

Office de développement de l'Economie Agricole des Départements d'Outre-mer
46-48 rue de Lagny
93104 Montreuil cedex, France
T : 33 (0) 1 41 63 19 70
F : 33 (0) 1 41 63 19 45
odeadom@odeadom.fr

www.odeadom.fr

Banane — Importations de l'UE à 25 — 2006

en tonnes	FR	BE-LU	NL	DE	IT	UK	IE	DK	GR	PT	ES	SE	FI	AT	PL	HU	CZ	SK	SI	EE	LV	LT	CY	MT	UE-25
Total pays tiers y compris ACP	**173 597**	**1 155 525**	**159 642**	**853 938**	**513 201**	**855 684**	**40 752**	**9 115**	**43 827**	**104 783**	**75 635**	**96 034**	**17**	**4 072**	**61 413**	**5 904**	**5 965**	**66**	**29 534**	**89**	**4 814**	**269**	**0**	**1 840**	**4 195 714**
dont ACP	172 555	240 415	834	114	10 240	466 454	2 939	1	11	8 810	2 442	0	0	0	475	162	0	0	242	0	0	0	0	0	905 692
Equateur	21	224 179	9 018	288 465	296 634	4 285	582	2 798	36 439	24 438	67 160	6 764	17	99	49 107	1 794	21	0	9 236	0	4 774	110	0	508	1 026 447
Colombie	752	402 380	86 512	226 457	66 300	97 793	2 850	5 237	0	27 029	1 149	968	0	3 870	3 140	2 285	379	0	19 339	0	40	104	0	1 332	947 915
Costa Rica	111	181 244	35 108	159 817	101 755	195 269	29 002	1 078	5 763	35 149	4 118	64 227	0	103	5 049	1 156	5 338	0	284	0	0	21	0	0	824 590
Panama	0	55 072	653	166 678	23 061	24 751	3 876	0	1 595	7 250	0	24 075	0	0	3 642	0	228	0	293	89	0	0	0	0	311 260
Cameroun	18 186	120 432	0	0	0	115 736	0	0	0	4 765	0	0	0	0	0	0	0	0	242	0	0	0	0	0	259 360
Côte d'Ivoire	100 450	82 298	0	0	20	38 986	0	0	0	3 410	2 442	0	0	0	0	162	0	0	0	0	0	0	0	0	227 767
Rép. dominicaine	0	24 742	737	88	10 220	140 970	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176 756
Brésil	0	10 360	1 019	7 924	14 854	58 578	0	0	20	2 088	651	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	95 595
Belize	0	0	0	0	0	70 268	2 939	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 207
Surinam	44 660	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	0	475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 146
Sainte Lucie	0	0	0	0	0	36 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 726
Jamaïque	0	1 529	0	0	0	30 334	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 863
Guatemala	0	0	22 364	61	0	3 205	1 504	0	0	0	0	0	0	0	0	285	0	0	0	0	0	0	0	0	27 418
Ghana	9 259	11 357	97	0	0	2 843	0	0	0	635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 190
Perou	1	14 179	3 978	4 396	0	0	0	0	0	20	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33	0	0	22 703
Honduras	0	18 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 390
Saint Vincent	0	0	0	0	0	17 239	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 239
Venezuela	140	9 124	0	0	0	5 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 575
Dominique	0	0	0	0	0	13 298	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 298
Mexique	17	181	139	0	359	19	0	0	0	0	21	0	0	0	0	223	0	66	0	0	0	0	0	0	1 024
Total Intra dont	**234 704**	**25 349**	**119 779**	**444 656**	**140 112**	**68 841**	**10 810**	**78 257**	**53 202**	**38 019**	**57 563**	**92 033**	**63 363**	**126 722**	**181 113**	**60 411**	**125 088**	**66 387**	**6 621**	**14 196**	**19 320**	**21 884**	**2 858**	**2 725**	**1 993 784**
Total UE-15 dont	233 467	25 015	118 965	428 826	126 715	68 839	10 810	78 248	52 803	38 019	57 531	92 033	61 326	123 323	165 849	52 458	95 628	24 682	6 621	7 603	11 470	10 251	2 858	2 725	1 896 064
Belg.-Lux.	143 083	0	78 165	293 618	25 207	26 752	450	2 604	418	6 390	10 729	7 053	6 361	27 857	48 461	22 516	11 853	8 905	1 180	2 615	885	1 123	0	0	726 224
Allemagne	36 131	2 740	34 341	0	19 610	254	516	50 394	20	228	0	34 965	14 949	77 192	88 286	20 679	38 945	13 262	1	4 704	9 436	2 446	0	0	449 100
Pays-Bas	13 528	9 009	0	56 109	43 158	19 637	136	18 006	49	216	11 023	29 789	19 379	17 407	12 759	1 349	16 236	280	481	123	1 129	6 240	2	25	276 067
France	0	8 551	970	51 031	23 514	13 514	1 153	104	0	8 659	26 946	1	2	456	12 979	936	22 706	856	19	0	0	422	0	0	172 818
Italie	23 706	2 310	4 080	21 513	0	48	16	823	52 317	7 715	945	0	0	411	2 903	2 104	5 083	976	4 518	52	21	0	869	2 676	133 083
Portugal	5 395	0	0	1	14 228	1 189	0	0	0	0	7 703	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 515
Suède	0	0	584	786	0	0	0	5 921	0	0	0	0	20 636	0	0	0	0	0	0	21	0	21	0	0	27 970
Royaume-Uni	8 631	0	657	297	766	0	8 539	393	0	0	184	3 478	0	0	0	164	0	0	0	0	0	0	0	0	23 108
Espagne	2 093	1 306	94	2 950	109	298	0	4	0	14 811	0	0	0	0	56	0	60	20	0	0	0	0	0	0	21 800
Danemark	0	1 097	16	237	0	0	0	0	0	0	1	14 592	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 943
Autriche	832	0	0	2 218	123	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	4 709	745	383	422	0	0	0	0	0	9 437
Irlande	21	0	0	1	0	7 127	0	0	0	0	0	0	0	0	401	0	0	0	0	0	0	0	0	25	7 575
Finlande	0	0	0	65	0	0	0	0	0	0	0	2 156	0	0	0	0	0	0	0	88	0	0	0	0	2 309
Grèce	0	0	40	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 987	0	2 048
Luxembourg	47	1	19	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69
Total NEM dont	1 237	167	407	7 915	6 699	1	0	5	200	0	16	0	1 018	1 700	7 632	3 977	14 730	20 852	0	3 297	3 925	5 817	0	0	79 593
Rép. tchèque	877	42	0	1 913	0	0	0	0	0	0	0	0	0	128	5 882	95	0	19 076	0	0	395	251	0	0	28 658
Pologne	255	125	387	5 534	359	1	0	0	0	0	16	0	0	918	0	817	8 771	1 705	0	0	3 497	2 480	0	0	24 864
Slovaquie	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	559	303	2 060	5 861	0	0	0	0	0	0	0	8 792
Slovénie	96	0	0	2	6 340	0	0	0	0	0	0	0	0	95	0	865	19	0	0	0	0	0	0	0	7 416
Lituanie	0	0	20	82	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	1 124	0	0	0	0	2 764	0	2 994	0	0	7 005
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	998	0	323	0	0	0	0	0	0	92	0	0	1 418
Lettonie	0	0	0	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	533	33	0	0	0	843
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0	200	0	0	0	0	0	0	139	60	0	0	0	0	0	0	0	399
Hongrie	0	0	0	107	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	72	0	0	0	0	0	0	197

Source : Eurostat